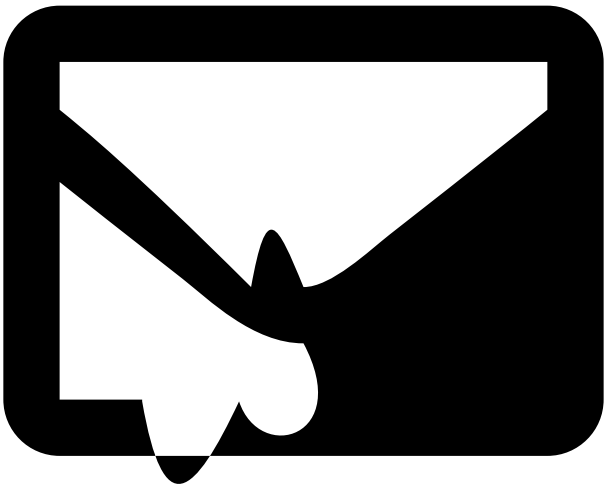
(04.11.2009)

04/11/2009 à 0h01



- **Polémique autour du grand emprunt**

Dans une tribune du journal Le Monde, daté du 2 novembre, 63 députés UMP ont pris le contrepied de la commission de réflexion sur le grand emprunt, en réclamant un investissement de 50 à 100 milliards d'euros alors que, pour les deux présidents de la commission sur le sujet, une fourchette de 20 à 40 milliards d'euros serait envisagée.

L'appel des 63 élus UMP créé une nouvelle dissension au sein de la majorité après la fronde des 24 sénateurs UMP engagés à ne pas voter la réforme de la taxe professionnelle. Pour ces élus réclamant un grand emprunt plus ambitieux, *"le grand emprunt ne doit pas devenir un petit emprunt, au moment même où l'Allemagne décide de donner la priorité à la croissance en programmant des baisses d'impôts"*. Pour eux, les fonds levés *"doivent être isolés du budget général"* et *"ne pas servir à financer les dépenses courantes"*. Les députés relèvent qu'*"année après année, les investissements publics de l'Etat ont reculé pour s'établir à quelques milliards d'euros annuels seulement"*, alors que *"notre pays dispose de réserves de prospérité et d'un potentiel de croissance dans des secteurs*

d'excellence". Ils estiment que ces fonds doivent être "*investis selon des critères rigoureux*" et "*concerner des programmes rentables, susceptibles de générer des retours sur investissement sous forme de croissance, d'emploi et de développement durable, à un horizon raisonnable*".

Eric Woerth, ministre du Budget, a critiqué l'estimation des députés UMP, la jugeant "*irréaliste*". Il a lui-même été contredit par Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, qui a déclaré que "*le débat gagnerait en maturité, en profondeur et parfois en dignité si l'on s'évitait des qualificatifs excessifs*". Quant au ministre chargé de la mise en oeuvre du plan de relance, Patrick Devedjian, estime que "*le vrai sujet, c'est qu'est-ce qu'on met dans le grand emprunt*", et que "*quand on se sera mis d'accord sur ce que ça contient, on le chiffrera*". E24

- **Le CA d'Altran en baisse et sous le consensus au 3ème trimestre**

Le spécialiste du conseil en hautes technologies annonce une chute plus forte que prévu de 16,1% de son chiffre d'affaires au troisième trimestre. Après avoir ouvert en baisse lundi, l'action prenait 2,43% à 3,37 euros vers 10h25, un rebond qui étonnait les analystes tant les chiffres du troisième trimestre ont déçu. "*Les volumes d'affaires au troisième trimestre sont largement inférieurs à ce qu'on attendait et il n'y a aucune visibilité*", a dit l'un d'entre eux. "*On peut toujours rêver à une amélioration en 2010*". Altran a réalisé au troisième trimestre un chiffre d'affaires de 327 millions d'euros, inférieur au consensus de 345 millions cité par les analystes. Un plan social est à l'étude, qui pourrait être mis en oeuvre le 30 novembre et se poursuivre jusqu'au 31 janvier, avec un objectif de 500 départs volontaires. Reuters

- **Les beaux salaires des directeurs du 1 % logement**

Une nouvelle affaire secoue le "1 % logement", ce dispositif

cogéré par les partenaires sociaux qui draine la participation financière des entreprises à l'effort de construction et aide les salariés à se loger. Selon Le Parisien, un rapport confidentiel de l'autorité de contrôle du 1 % logement aurait permis aux administrateurs de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC) de découvrir le montant des salaires de ses directeurs généraux. Sur quatre-vingt-neuf directeurs, *"trois déclarent plus de 200 000 euros par an, dix-neuf affichent entre 150 000 euros et 200 000 euros, et trente et un perçoivent entre 100 000 euros et 150 000 euros ! Et encore ne s'agit-il là que des salaires : ni les primes, ni les indemnités de départ, ni les éventuelles retraites chapeaux ne sont signalées"*, précise le quotidien. Le Monde

- **Recul du CA trimestriel de Saft**

Le spécialiste de la conception, du développement et de la fabrication de batteries de haute technologie pour l'industrie et la défense précise dans un communiqué avoir réalisé au troisième trimestre un chiffre d'affaires de 123,2 millions d'euros, sous le coup d'une chute de 18,4% à taux de changes constants de sa division de batteries industrielles (IBG). Sur neuf mois, le recul est de 10,9% pour le groupe.
Reuters